

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-FARC-EP-depuis-la-Colombie-Uribe-est-un-vendeur-d-illusion-pour-les-riches>

La FARC-EP depuis la Colombie "Uribe est un vendeur d'illusion pour les riches"

- Les Cousins - Colombie -
Date de mise en ligne : lundi 20 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Interview exclusive d'ANNCOL : le commandant Ivan Marquez, membre du Secrétariat des FARC-EP, parle de Chávez, d'Ingrid Betancourt et des militaires états-uniens prisonniers de la guérilla. Il prend la défense du sabotage des entreprises transnationales et, en même temps, propose des accords avec celles-ci. Il rejette la proposition d'Uribe sur la libération conditionnelle de guérilleros prisonniers et qualifie de « très respectable » la position de Piedad Cordoba et d'un secteur du parti libéral face au référendum. Il évoque aussi la prochaine réunion entre les FARC et l'ONU, ainsi que le rôle des ex-présidents dans la recherche d'un accord pour l'échange de prisonniers de guerre.

Par Frank Monteverde

[ANNCOL](#), 18 octobre 2003

Interview d'un commandant de la guérilla FARC-EP

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-79.jpg>] Ivan Marquez est commandant des forces de guérillas dans le Nord de la Colombie. Il est aussi l'un des sept membres du Secrétariat des FARC-EP, l'organisation politico-militaire la plus importante du pays. Marquez est vêtu d'un simple uniforme sans insignes, chaussé des bottes en caoutchouc pour se prémunir contre la boue et les serpents, et porte un fusil AK. Son « bureau », où il reçoit ANNCOL, est un campement dans une zone de la jungle du Nord du pays. Plusieurs gardes, entre autres une belle jeune femme, se confondent avec les arbres.

Anncol: Il y a quelques jours vous avez fait exploser un oléoduc, les trains qui transportent le charbon de la Drummond et Intercor, ainsi que plusieurs pylônes électriques. Pourquoi ?

- ▶ Marquez : C'est la guerre de guérilla ; ces attaques visent les infrastructures, afin d'affecter les sources de financement de l'État dans sa guerre contre le peuple. Le choix d'Uribe pour la guerre implique tout cela. Les États-Unis l'ont fait contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et l'Irak. Ceci ne peut être oublié, de même qu'il ne faut pas oublier non plus l'injustice de ces guerres, dont le but n'était pas de libérer, mais de soumettre. La guerre totale d'Uribe Velez n'est pas la meilleure des solutions. Tous les Colombiens, nous devons lutter pour la solution politique du conflit, jusqu'à l'obtention de la paix dans la justice sociale. C'est le principal objectif stratégique des FARC.

Pourquoi détestez-vous tant les entreprises états-uniennes ?

- ▶ Je ne crois pas que cela soit le cas. Nous ne ressentons pas de haine envers les entreprises états-uniennes ; ce que nous combattons, c'est leur politique de pillage. Les contrats léonins ne peuvent pas se faire aux dépens de la souveraineté du peuple de Colombie sur ses richesses. Nous espérons, dans le futur, pouvoir concrétiser des accords avec ces entreprises, et toutes celles qui sont intéressées à investir, mais pas aux dépens des intérêts de la nation. Le pays, propriétaire des richesses, doit gagner davantage, les entreprises peuvent gagner aussi, mais raisonnablement.

Que pensez-vous de la guerre en Irak ?

- ▶ La guerre d'Irak est une guerre coloniale qui cherche à exproprier du pétrole son propriétaire légitime, le peuple irakien. Avec le Plan Colombie et l'ALCA, le but est de s'approprier les richesses du continent et de soumettre à l'esclavage et à l'appauvrissement sa population. Ici aussi, l'objectif est le pétrole, mais, en plus, le charbon, le gaz, la production d'électricité, l'Amazonie et sa grande biodiversité. Cette réalité doit rassembler tous les Latino-américains dans la défense de leurs richesses et de leur souveraineté. A cet effet, il est nécessaire de coordonner les luttes et d'unir nos peuples afin de résister à la stratégie politique et militaire de l'Empire.

Le mois dernier, plusieurs incidents ont semé l'inquiétude dans la zone frontalière colombo-vénézuélienne, tels les affrontements entre les FAN (Forces armées nationales du Venezuela) et les paramilitaires

colombiens, qui ont causé plusieurs morts, ou encore la violation de l'espace aérien du Venezuela par quinze hélicoptères Black Hawk de l'armée colombienne. S'agit-il d'incidents isolés ? Que se passe-t-il le long de cette frontière ?

- Ces incidents n'ont pas l'air d'être des incidents « d'isolés ». Ils ressemblent plutôt à une sombre séquence de provocations contre la République Bolivarienne du Venezuela. Car il ne s'agit pas seulement des cas que vous mentionnez. Rappelez-vous les récentes allusions insidieuses d'Uribe contre le Président Chavez, le liant à la guérilla colombienne ; ou encore les manifestations de joie de certains fonctionnaires du gouvernement de Bogota après le coup d'Etat d'avril 2002 au Venezuela. Nous pourrions aussi parler des montages récurrents portant sur la présence de supposés guérilleros ou chefs insurgés sur le territoire vénézuélien. Ceci est très grave et en même temps lamentable, parce que le gouvernement colombien ne peut se permettre de détruire toute l'histoire de fraternité et de bonnes relations avec le Venezuela.

Les secteurs anti-chavistes du Venezuela et de la Colombie accusent le président Chavez d'appuyer la guérilla colombienne. Est-ce vrai ?

- En quoi nous appuie-t-il ? Personne ne peut démontrer quoi que ce soit, parce que, tout simplement, il n'existe rien. C'est un prétexte des ennemis de la Révolution Bolivarienne d'ici et de là-bas. Ce qui est vraiment grave, c'est l'ingérence de Bogota dans les affaires internes du Venezuela. Par rapport aux FARC, j'aimerais rappeler que nous avons une politique frontalière claire et précise : nous ne réalisons pas d'incursions militaires dans les pays voisins. Notre confrontation ne vise pas les Forces armées du Venezuela, du Brésil, du Pérou, de l'Équateur, ni de Panama. Elle vise les forces militaires et les forces de police de Colombie qui soutiennent et défendent un régime injuste et oppresseur. Et ces forces sont très puissantes et jouissent de l'appui des « gringos ». Ça n'a donc aucun sens que les FARC cherchent des problèmes avec les Forces armées des pays frères.

Mais aussi bien les FARC que le gouvernement vénézuélien se nomment boliviens, vous devez donc avoir quelque chose en commun.

- Ah, ça oui. Nous sommes boliviens. Les FARC sont une organisation qui applique le marxisme-léninisme à la réalité colombienne et nous sommes en même temps boliviens. En 2000 nous avons lancé à San Vicente del Caguan, lors d'un grand rassemblement public, le Mouvement Bolivarien pour la Nouvelle Colombie, qui aujourd'hui croît dans la clandestinité. C'est que nous nous retrouvons tous dans Bolivar, dans son projet politique d'unité des peuples, d'indépendance, de liberté et de garanties sociales. Militaires, guérilleros, intellectuels, indigènes, négritudes, paysans, tous. Qui n'est pas séduit par l'idée de la Colombie du Libérateur Bolivar, de l'unité de celle-ci avec le Pérou et la Bolivie, et de toute l'Amérique Latine et des Caraïbes comme espace de dignité et d'équilibre de l'univers ? C'est que Bolivar est le père de ces Républiques et sa pensée réclame la matérialisation en cette ère qui commence, qui est celle de Bolivar.

Le secrétariat des FARC affirme qu'Uribe est un fasciste. Pourtant, le gouvernement d'Uribe prépare des élections démocratiques pour les postes de maires et de gouverneurs, ainsi qu'un référendum ce mois-ci. D'où sortez-vous donc le terme fasciste ?

- Démocratiques ? En Colombie, il n'y a jamais eu de démocratie. L'Union patriotique a été physiquement exterminée par les balles. Le régime des oligarchies n'a jamais toléré les options politiques de gauche. Le régime s'est toujours servi des balles et de la grande presse. Aujourd'hui, les sondages manipulés par les médias induisent le vote des électeurs potentiels. C'est de la manipulation d'opinion. Cela ne saurait être de la démocratie. Comment un Congrès peut-il être démocratique quand l'un des chefs paramilitaires se targue du fait que 30% de celui-ci obéit à ses orientations ? Dans certaines régions, il y a aujourd'hui des candidats uniques aux mairies imposés par ces groupes, ainsi que des candidats uniques aux postes de gouverneurs, par exemple, dans les départements du Cesar et du Magdalena.

Quant à Uribe, le caractère fasciste de son gouvernement est illustré par les rafles et les chasses aux sorcières qui, de façon arbitraire et non discriminée, privent de liberté la population civile ; par la législation de guerre ; par l'attribution de pouvoirs de police judiciaire aux forces militaires ; par les « zones de réhabilitation et de consolidation

», qui sont devenues des zones de violation effrénée des droits humains ; par les massacres et les assassinats sélectifs perpétrés par le paramilitarisme d'État ; et par les disparitions et les déplacements forcés.

Est-il vrai que vous avez tenté de tuer Uribe ?

- C'est Uribe qui dit qu'il va annihiler la guérilla en deux ans. C'est ce qu'il a promis aux investisseurs, aux entrepreneurs, au pays ; il a même mis à prix nos têtes. Mais une année s'est déjà écoulée sans qu'il ait pu montrer de résultats significatifs, malgré l'intervention croissante des États-Unis dans le conflit interne colombien. Les FARC sont intactes ; mieux encore, elles sont en expansion, et, appliquant des tactiques de guerre de guérilla assènent des coups que le commandement de l'armée préfère ne pas mentionner. Uribe est un vendeur d'illusions pour les riches. La guérilla n'est et ne sera pas vaincue militairement. La solution est politique, à travers des changements structurels dans les domaines politique, économique et social qui bénéficient à la majorité du peuple. Uribe dépense en poudre à canon l'argent qu'il devrait investir dans les solutions aux graves problèmes sociaux du pays. Les Colombiens ne doivent pas accepter que ce président continue à les étouffer d'impôts. Et le pire, c'est qu'il veut davantage d'argent, mais pour le jeter sur le feu qui attise la guerre.

Quelle est la position des FARC face au référendum ?

- Le référendum cherche à légitimer la dictature. Un gouvernement n'a pas besoin d'un référendum pour punir les corrompus et les politicards ; il suffit pour cela d'avoir la volonté politique. Si Uribe joue la carte du référendum, c'est pour légitimer son autoritarisme, mais, surtout, pour satisfaire les exigences onéreuses du Fonds monétaire international. Uribe Velez dit qu'il va geler par décret les salaires des employés publics si le référendum n'est pas approuvé ; la Colombie toute entière doit refuser ce chantage.

Comment voyez-vous la position du secteur du parti libéral entraîné par Piedad Cordoba et Gloria Gaitan, qui appellent à l'abstention ?

- Très respectable et courageuse. Je crois que les Colombiens, nous devons nous abstenir de participer à ce référendum. Le NON n'aide pas, car il participe au pourcentage de votants, et c'est précisément ce que veut la dictature pour atteindre son objectif.

Vous faisiez la guerre aux gouvernements de Samper, de Turbay et de Lopez Michelsen. Maintenant vous leur envoyez des lettres courtoises. Est-ce que les FARC sont tellement affaiblies sur le champ de bataille qu'il ne leur reste pas d'autre option ?

- Notre commandant en chef, Manuel Marulanda Velez, répond à une lettre respectueuse dirigée simultanément à lui et au Président de la République par les ex-présidents libéraux que vous mentionnez. Dans cette lettre, il est demandé aux destinataires d'arriver à un accord d'échange humanitaire qui permette la libération des prisonniers de guerre aux mains des deux parties. Nous ne pouvons dissimuler notre perplexité face à la réponse arrogante et insolente d'Uribe à leur rencontre. Ce que Manuel Marulanda Velez fait, c'est de réitérer la disposition exprimée par les FARC depuis le début du débat sur les prisonniers. Cette disposition est appuyée par les faits : nous sommes parvenus à un accord humanitaire avec le précédent gouvernement, qui a permis la libération d'environ 50 militaires malades contre seulement 13 guérilleros ayant des problèmes de santé. Mais en plus, de façon unilatérale, sans contre-prestations, nous avons libéré 304 militaires et policiers, sans que le gouvernement ait jamais répondu à ce geste. Aujourd'hui encore, il se trouve des journalistes de certains quotidiens et revues, des responsables du clergé et d'autres personnes qui continuent à nous demander des gestes unilatéraux, alors que les nôtres sont toujours dans les prisons du régime. Cela fait longtemps que les FARC ont nommé leurs représentants pour discuter de l'échange, mais le gouvernement fait la sourde oreille. Après tous les événements passés, va-t-il continuer à parier sur l'aventure de la libération des prisonniers par la force ? Il serait bien plus sensé de rechercher un accord, comme le demandent les ex-présidents, plutôt que de tenter une libération à feu et à sang.

Qu'allez-vous faire des trois États-Uniens qui sont entre vos mains ?

- Nous espérons qu'ils puissent rentrer bientôt dans leurs foyers, aux États-Unis, grâce à l'échange humanitaire entre notre organisation et le gouvernement colombien.

Et en ce qui concerne Ingrid Betancourt ?

- C'est pareil, comme pour les autres dirigeants politiques.

Et les dirigeants politiques, pourquoi les considérez-vous comme échangeables ?

- Ni ces gouvernements, ni la hiérarchie de l'armée et de la police ne se soucient guère du sort de ces soldats et officiers qui ont risqué leur vie comme personne d'autre pour défendre les institutions. Et s'ils ne s'en soucient pas, c'est parce que ces soldats et officiers n'appartiennent pas à l'oligarchie. Qui ne se rappelle pas tout ce qu'a mis en oeuvre le gouvernement Samper pour libérer le frère de l'ex-président Gaviria, aux mains du JEGA ? Il faudrait le demander au général Serrano, lequel, étant directeur de la police, se proposa comme monnaie d'échange et se livra au JEGA en qualité d'otage et de garantie pendant que s'opérait l'échange de quelques guérilleros de cette organisation contre Juan Carlos Gaviria, frère du secrétaire général de l'OEA. Je crois que lui, il comprend parfaitement la nécessité et la viabilité d'un échange humanitaire.

En ce qui concerne les dirigeants politiques, il faut dire ceci : à commencer par les parlementaires et les ministres - pas tous, bien sûr, parce qu'il y a parmi eux des gens honnêtes qui se distancient des pratiques indécentes -, ils ont promulgué des lois et des décrets qui constituent des déclarations de guerre contre le peuple, que nous ne pouvons pas ignorer. Mais, même dans la situation la plus complexe, il y aura toujours une solution. Le commandant Manuel a démontré qu'il existe des outils juridiques et constitutionnels qui rendent viable l'accord, mais la contrepartie a manqué de volonté politique et invoque des raisons qui n'en sont pas. Je crois que si nous arrivons à un accord Gouvernement-FARC pour la libération des prisonniers de guerre et politiques, nous serions en train de générer les conditions pour reprendre, dans le futur, les efforts en vue d'une solution politique au conflit social et armé.

Quel est le nombre de guérilleros que vous prétendez faire sortir de prison à travers l'échange ?

- Tous les guérilleros.

Ceux qui ont été capturés récemment aussi ?

- Si vous vous référez à la chasse aux sorcières déclenchée par le gouvernement et aux rafles nocturnes de la force publique, nous devons dire que le pays est en train de vivre dans sa propre chair ce qu'est une dictature fasciste. Ils sont en train d'embarquer tout le monde, des évêques, des prêtres, des maires, des médecins, des employés municipaux, des paysans, des étudiants, des villageois, accusés d'être des guérilleros ou des collaborateurs de la guérilla. Imaginez l'explication donnée par un colonel à la détention de citoyens dans le département du Valle : ils étaient les yeux et les oreilles de la guérilla... ! Bien qu'après quelques jours ou quelques mois ils doivent les libérer faute de preuves, il n'y a aucun dédommagement pour ces personnes montrées - à grand renfort de propagande - à la télévision et dans la presse comme des terroristes, qualificatif utilisé pour tout et n'importe quoi par les généraux et par le docile procureur du gouvernement. Heureusement, les gens commencent à réagir, comme par exemple dans les départements de Risaralda et Valle, où le Défenseur du peuple a dû intervenir pour protéger la population civile. Heureusement, les ONG qui défendent les droits humains entreprennent des dénonciations malgré le fait que le Président les appelle « trafiquants de droits humains » ou « défenseurs des terroristes ». Dans ce sens, la lettre que les intellectuels ont envoyée récemment à monsieur Uribe, condamnant son attitude, est précieuse. Face au fascisme, comme le dit Bertold Brecht dans l'un de ses poèmes, la société devra réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Le Président Uribe semblerait disposé à réaliser un échange, mais à condition que les guérilleros libérés ne retournent pas à leurs activités. Serait-il acceptable qu'ils soient envoyés en France ?

- C'est une aberration. Cela ne serait pas un échange humanitaire, mais un bannissement. C'est un sophisme ou une astuce pour éviter toute possibilité d'accord. Ce serait le bannissement pour avoir exercé le droit universel qui autorise tous les peuples à se rebeller contre les tyrannies ou les régimes injustes... L'accord d'échange, pour qu'il en soit, implique une réciprocité entre le gouvernement et la guérilla.

Le chef du Commandement Sud des forces armées des États-Unis a assuré, il y a peu, que les FARC sont en train de préparer une offensive pour la fin du mandat d'Uribe en 2006. Est-ce vrai ?

- Je ne crois pas que le général James Hill dispose d'une source à l'État-Major Central des FARC. Il a simplement constaté que les FARC n'étaient pas vaincues. Cela n'a rien à voir avec les victoires d'Uribe sur le papier ou dans les titres de la grande presse, afin de justifier ses abus tributaires ou afin de stimuler le flux d'aide provenant de la Maison Blanche. Mais, dans le fond, ils savent parfaitement que les FARC sont bien là, c'est pour cela qu'ils spéculent ou qu'ils lancent des ballons d'essai.

Que se passe-t-il à propos de la réunion avec l'ONU au Brésil ?

- Nous voulons exprimer à l'ONU notre point de vue sur le conflit interne de Colombie. Certains organismes ou instances internationales ont une vision tronquée et souvent biaisée de la réalité, parce qu'ils ne connaissent que la version du gouvernement colombien, qui est expert dans les campagnes médiatiques mensongères. Ces organismes internationaux n'ont pas entendu les arguments de la partie adverse, ceux de la guérilla qui se bat pour construire un nouveau gouvernement. Ces dialogues sont très importants car ils permettent à nos interlocuteurs d'avoir un panorama bien plus complet de la complexe réalité colombienne. C'est dans cette même optique que nous avons envoyé récemment une lettre aux présidents du Groupe de Rio, ainsi qu'il y a trois ans une autre lettre au Congrès états-unien.

Le monde ne peut accepter sans autre forme de procès que les FARC sont terroristes, simplement parce que la propagande d'un gouvernement contre les insurgés l'affirme. Les FARC ont surgi en Colombie comme réponse au terrorisme d'État et à l'injustice séculaire. Le monde ne peut se laisser tromper par le mensonge qui présente les FARC comme une organisation de narcotrafiquants, car - je le dis de façon péremptoire - elles ne le sont pas. Le monde doit savoir qu'il s'agit d'une campagne des gouvernements de Bogota et de Washington qui vise, d'un côté, à nier le caractère politique de notre organisation, et, de l'autre, à justifier devant la communauté des nations l'ingérence et l'intervention militaire des États-Unis dans le conflit interne colombien, et ceci pour des raisons géopolitiques.

Les FARC-EP sont une organisation politico-militaire qui lutte aux côtés du peuple pour instaurer un nouveau pouvoir qui permette, pour la première fois en Colombie, la démocratie, la justice sociale, l'indépendance, la paix et l'exercice de la souveraineté. Il serait temps que les nations du monde commencent à reconnaître aux FARC le statut de force belligérante.

Traduction de l'espagnol : Mateo Rodriguez, pour RISAL.

Article original en espagnol : ["Uribe es un vendedor de ilusiones dice Marquez"](#), ANNCOL, 10-10-03.